

Unité départementale du Loiret  
DREAL Centre Val de Loire  
3 rue du Carbone  
45072 ORLEANS CEDEX 2

Orléans, le 08/07/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/07/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SIDESUP**

12 rue du Moulin  
45300 ENGENVILLE

Références :EB 404/2022 - VAT

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/07/2022 dans l'établissement SIDESUP implanté 12 rue du Moulin 45300 ENGENVILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SIDESUP
- 12 rue du Moulin 45300 ENGENVILLE
- Code AIOT dans GUN : 0010001019
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société SIDESUP, coopérative de déshydratation de pulpes de betterave, de luzerne et de bois bénéficie pour son établissement de l'arrêté préfectoral du 28/12/2021. Elle exerce également une activité de fabrication et de stockage de pellets de pulpes de betterave, de luzerne et de bois.

La présente visite est réactive suite à un départ d'incendie au sein des installations du bâtiment 2, des silos 3 et 4.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Visite réactive à la suite d'un incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Point 2- Propreté des installations - Empoussièrément	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 7.2.3	/	Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Point 1-Rapport accident et mesures d'urgences	Code de l'environnement du 07/07/2022, article L. 512-20 et R. 512-69	/	Arrêté préfectoral de mesures d'urgence

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

### **2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle :** Point 1-Rapport accident et mesures d'urgences

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 07/07/2022, article L. 512-20 et R. 512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport suite accident
<b>Prescription contrôlée :</b> L. 512-20: En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en oeuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente.  R. 512-69: L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.  Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> En application de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, un rapport d'accident doit être transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Ce document doit préciser, notamment, les circonstances et les causes de l'accident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme
<b>Observations :</b> L'annexe rapport incident fait état des éléments d'informations recueillis auprès de l'exploitant et des constats relevés sur le site lors de l'enquête menée le 07 juillet 2022. cf annexe rapport incident
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Arrêté préfectoral de mesures d'urgence

**Nom du point de contrôle :** Point 2- Propreté des installations - Empoussièrement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 7.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Empoussièrement
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières
<b>Constats : C1:</b> Le bâtiment n°2, comprenant les installations de séchage et de transformations des matières végétales et le silo 3, notamment la plateforme bois en hauteur ne sont pas tenu propre compte tenu de la présence importante de poussière. De même, les moteurs électriques situés dans ces bâtiments sont encroûtés par de la poussière.
<b>Observations :</b> Lors de la visite, l'inspection a constaté une présence de poussières dans le bâtiment n°2 notamment sur les conduits de tout niveau et au sol dans les étages. L'inspection a constaté que les moteurs électriques des installations du bâtiment 2 sont recouverts d'une croûte de poussière. A la suite d'aspersion d'eau pour refroidir les produits en cours de séchage, les poussières ont formé des boues.  Concernant le silo 3, l'inspection a constaté la présence d'une quantité très importante de poussière accumulée notamment au niveau de la jetée du convoyeur arrivant du bâtiment 2 dans le silo 3, au niveau de plateforme bois en hauteur. Les roulements des transporteurs à bandes sont noyés dans la poussière.  Cf planche photographique.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale